

(Traduction provisoire)

Discours du Premier Ministre Yasuo FUKUDA
À l'occasion de la Conférence de haut niveau sur la Sécurité alimentaire mondiale :
Les Défis du Changement climatique et des Bioénergies
Rome, 3 juin 2008

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,
Mesdames, Messieurs,

Je souhaiterais tout d'abord remercier le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Docteur Jacques DIOUF, pour avoir organisé cette Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale qui est particulièrement opportune dans le grave contexte actuel de hausse des prix des produits alimentaires.

En 1968, un laboratoire d'idée a été lancé ici à Rome qui réunissait des sages du monde entier, à l'initiative du Docteur Aurelio PECCEI, un Italien. Ce think tank, c'était « le Club de Rome ».

Quatre ans plus tard, en 1972, le Club de Rome a publié un rapport intitulé « Halte à la croissance », qui tirait la sonnette d'alarme au sujet de l'épuisement des ressources naturelles et de la destruction de l'environnement. Ce rapport a eu un grand retentissement dès sa publication. Pourtant, peu d'entre nous à cette époque ont compris la justesse de cette prédiction. Par conséquent, nous avons continué à dépendre de combustible fossile sans pour autant réfléchir à notre mode de vie fondé sur la production de masse et une consommation de masse, qui génère beaucoup de déchets, ce qui a augmenté constamment les émissions de gaz à effet de serre.

Trente ans ont passé depuis la publication du rapport du Club de Rome. Nous nous apercevons finalement du cri poussé par la planète. Aujourd'hui, nous nous réunissons ici tous ensemble afin de résoudre les défis mondiaux.

Comme chacun ici le sait, les fondamentaux concernant l'offre et de la demande en denrées alimentaires se déséquilibrent peu à peu. Alors que de nouvelles terres cultivables n'augmentent presque pas dans le monde, le changement climatique continue à progresser et la conversion de denrées utilisées pour un usage énergétique avance, la population mondiale ne cesse d'augmenter. On estime ainsi que, du fait de cette crise, plus de 100 millions de personnes supplémentaires sont menacés par la faim, ce qui risque d'empêcher la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

La semaine dernière, j'ai présidé la 4^{ème} Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD IV) et j'ai eu des entretiens avec chacun des 40 chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Afrique et d'autres personnalités. A cette occasion, je me suis aperçu à nouveau de la gravité de la question des prix alimentaires. Je participe donc à la présente Conférence avec un sentiment de forte imminence du danger.

Réflexions générales

Monsieur le Président,

Que devons-nous faire face à cette situation ? En bref, nous devons tous réaliser la gravité de la situation, analyser ses causes et nous unir pour mener des actions d'ensemble cohérentes, qu'elles soient d'urgence ou bien sur le moyen et le long terme. Il est nécessaire de réagir en réunissant les idées de chacun. En ce sens, le « Cadre général d'actions », que Monsieur Ban Ki-moon, le Secrétaire général a présenté aujourd'hui, constitue une base extrêmement importante pour nos actions. Je voudrais exprimer ma reconnaissance au Secrétaire général pour avoir pris cette initiative avec diligence.

Les mesures d'urgence et à court terme face à la crise

Nous devons en premier lieu apporter le plus rapidement possible notre aide aux populations victimes en ce moment même de la faim et de la malnutrition.

En ce sens, le Japon a annoncé l'octroi d'ici le mois de juillet d'une aide alimentaire d'urgence d'environ 100 millions de dollars US, en plus des 85 millions de

dollars déjà débloqués depuis le début de l'année. Nous allons aussi augmenter nos dons en faveur des paysans pauvres afin de soutenir l'augmentation de la production de produits alimentaires, en rajoutant rapidement environ 50 millions de dollars US aux 10 millions de dollars US déjà versés depuis le début d'année.

Les programmes de soutien à destination des nouvelles victimes de la faim ou des plantations agricoles pour cette année et l'an prochain nécessitent d'être appliqués en urgence. La Banque mondiale a récemment annoncé son programme de lutte contre la crise alimentaire mondiale. Le Japon est prêt à s'impliquer activement dans le cadre d'une collaboration internationale, à commencer par le programme de la Banque mondiale.

Suite à la flambée des prix, il est actuellement difficile de se procurer du riz sur le marché international. Pour le moment, le Gouvernement japonais est prêt à débloquer plus de 300 mille tonnes de riz importé qu'il détient. Je souhaite lancer un appel aux autres pays pour qu'ils fassent de même, qu'ils mettent à disposition leurs réserves de produits alimentaires sur les marchés internationaux et que les marchés alimentaires surchauffés retrouvent un certain calme.

Supposons que l'actuelle hausse des prix des denrées alimentaires s'explique par la spéculation ou par d'autres aspects sans relation avec la demande réelle, il est impératif que nous montrions notre ferme volonté politique de les contrôler. De plus, nous devons envisager de créer une sorte de mécanisme qui permette de mettre en oeuvre cette volonté politique.

Dans le même temps, le Japon souhaite lancer un appel pour que chaque pays évite de manière volontaire de prendre des mesures commerciales comme les limitations à l'exportation des produits agricoles.

Dans le cadre des négociations à l'OMC, nous faisons des propositions en vue d'un renforcement des règles incluant la création d'un mécanisme qui permettrait aux pays importateurs de denrées alimentaires de présenter leurs positions chaque fois que d'autres pays envisagent de limiter leurs exportations. Cette proposition a également pour objectif d'aménager un environnement dans lequel le commerce international des produits agricoles puisse se faire de manière efficace. Nous espérons obtenir votre soutien pour cette proposition.

Les mesures à moyen et à long terme

Pour résoudre en profondeur la question des prix élevés des denrées alimentaires, il est essentiel que chaque pays optimise ses ressources potentielles et améliore ses rendements. Le Japon, premier importateur net de produits alimentaires, est déterminé à poursuivre son programme de réformes agricoles afin d'améliorer son taux d'autosuffisance alimentaire. Par cet effort, nous entendons contribuer à la stabilité de l'offre et de la demande mondiale.

La nécessité première consiste à améliorer la productivité agricole et la capacité de production des pays en développement, à commencer par les pays africains. Le Japon occupe une place active dans cette action, puisqu'il est le premier donateur en aides agricoles avec 30 % des aides totales allouées durant les 5 dernières années par les membres du Comité d'Aide au Développement (CAD) dans les domaines de l'agriculture, la sylviculture et la pisciculture. La Communauté internationale doit accorder une plus grande importance au secteur agricole et augmenter ses aides.

Lors de la TICAD IV, qui s'est tenue la semaine dernière, j'ai lancé un appel pour que la production du riz, dont la consommation augmente rapidement, ait doublé dans les dix ans à venir en Afrique. Dans le cadre du Programme global de Développement de l'Agriculture africaine (CAADP), entrepris par l'Afrique elle-même dans le but d'améliorer la productivité agricole, le Japon promeut activement, en collaboration avec les pays et les organismes concernés, le développement des infrastructures comme les systèmes d'irrigation, la recherche sur l'amélioration des variétés et la formation des personnels pour la diffusion des techniques de culture.

Monsieur le Président,

L'actuelle augmentation des prix des denrées alimentaires résulte de causes nouvelles, inconnues des crises précédentes : du lien avec la hausse du prix du pétrole, du changement climatique, de l'influence des marchés financiers et de l'énergie.

C'est pourquoi nous devons prendre de multiples mesures globales. Je voudrais mentionner deux points essentiels ici :

D'abord, il est nécessaire d'éviter toute dégradation supplémentaire de l'environnement. Nous devons prendre des mesures pour lutter contre le changement climatique. En même temps, nous avons besoin de mesures qui permettent aux pays en

développement d'adapter leurs cultures aux conséquences du réchauffement climatique. A l'occasion du Forum économique mondial de Davos en janvier dernier, j'ai annoncé la contribution par le Japon d'un nouveau mécanisme financier de l'ordre de 10 milliards de dollars US, le « Partenariat Cool Earth » pour soutenir les pays en développement.

Deuxièmement, pour faire en sorte qu'ils ne menacent pas la sécurité alimentaire mondiale, nous devons obtenir une production durable en accélérant la recherche et le développement de biocarburants de seconde génération qui ne nécessitent pas de plantes alimentaires dans leur fabrication. Le Japon compte participer activement à ces efforts.

Vers la tenue du Sommet du G8 de Toyako Hokkaido

Monsieur le Président,

Lors du Sommet du G8 de Toyako Hokkaido, qui se tiendra le mois prochain, en me fondant sur les discussions et les résultats de cette Conférence de haut niveau, nous approfondirons le débat sur les marchés, le commerce, le développement, le changement climatique et les énergies, qui constituent en effet les causes combinées de la hausse des prix alimentaires. Nous traduirons ensuite les résultats du débat par des actions. Je suis résolu à ce que, avec les autres membres du G8, nous adressions un message commun fort qui donnera aux peuples confiance et espoir envers le futur concernant la question alimentaire, qui est liée au fondement de la vie et à la sécurité humaine.

Je vous remercie de votre attention.